

DSNCRP 2008-20011 AMÉLIORÉ

Projet Prioritaire Haitian (PPH), veut saisir l'occasion pour commenter sur la problématique qui perdure en Haïti et souhaite que le prochain Premier Ministre soit en mesure de diriger Haïti vers la bonne voie en cette période si difficile pour le peuple haïtien. Notre peuple oh combien courageux, est en train de mourrir à petit feu, il nous faut donc un gouvernement capable pour l'aider à s'en sortir. Nous souhaitons également, que le prochain Premier Ministre fasse montre de sagesse et de compétence dans la formation de son gouvernement, et qu'il s'entoure de techniciens capables de gérer le pays sans égards pour leur affiliation politique. Les partis politiques ont la responsabilité de se doter de gens capable de gérer leur partis et de prendre part à la formation du gouvernement.

Nous tenons en plus à féliciter publiquement le Premier Ministre Alexis et son gouvernement pour leur travail très apprécié sur le document stratégique qui nous permet aujourd'hui, de donner une orientation concrète au développement économique du pays.

Certes, la version actuelle du DSNCRP touche maintes aspects du développement économique d'Haïti, mais il nous reste à avoir une vision plus transparente, utilisant une approche beaucoup plus agressive que celle stipulée dans le document original si nous voulons aboutir aux objectifs ciblés.

Nous tenons de ce fait à souligner, les questions susceptibles de renforcer ce document pour qu'il devienne un outil effeciant, promoteur de solutions durables aux problèmes socio-économiques actuels.

Avant d'aller plus loin, nous aimerions suggérer l'implémentation dans le présent document de trois éléments que nous jugeons indispensables à la révolution du système socio-économique d'Haïti.

- 1. L'Accessibilité au crédit**
- 2. Le retour des Haïtiens vivants à l'étranger**
- 3. La Création d'emplois à long terme**

Accessibilité au crédit: Il existe communément deux types de marchés généralement considérés comme des outils efficaces pour le développement économique d'un pays: les marchés de crédit et les marchés de capitaux. En Haïti, aucune de ces deux n'existe. Toutefois, dans la plupart des pays qui utilisent ces deux types de marchés, beaucoup plus de capitaux sont générés par les marchés de crédit que les marchés des actions. Il est plus facile de mettre en place un marché de crédit en Haïti qui même à court terme, au fil des années et avec une vision bien définie conduira certainement à la création d'un marché des actions. Selon nos calculs, une fois les règles définies, que des institutions bien structurées soient implantées, et que les entreprises se mettent à respecter les pratiques comptables internationales, nous nous orienterions à coup sur vers un marché commun capable de créer des richesses énormes pour le pays sur une période de dix ans seulement. Avec l'accès à une réserve de crédit implémentée par l'état, la banque centrale pourrait ensuite exiger des autres banques du pays de mettre une partie de leur capital social à la

disposition des entrepreneurs sous forme de prêts. Avec ces changements, des emplois seront créés, les recettes publiques décupleront, les investisseurs locaux seront mieux disposés à investir en Haïti et la diaspora haïtienne sera mieux portée à retourner au bercaïl pour le grand bien de notre économie. Ces changements, s'ils sont apportés au DSNCRP, se traduiront en une nette amélioration globale des moyens de subsistance de la population dans son intégralité.

Le retour des Haïtiens vivants à l'étranger: Bon nombre de professionnels haïtiens retraités sont déjà prédisposés à retourner en Haïti, ils n'attendent que le gouvernement mette en place des structures de base leur permettant de fonctionner décentement. Ce groupe constitue un vecteur de développement à court terme capable de propulser Haïti sur l'échelle du marché mondial surtout s'il peut obtenir des prêts à un taux favorable. Chaque année, Haïti est classé au dernier rang des pays, dont le niveau de développement soit le plus bas. Ces statistiques sont basées essentiellement sur le fait que pour ces pays, le nombre de médecins et d'hôpitaux, le revenu per capita, le niveau de sécurité et du respect de la vie humaine, l'accès à l'eau potable et au travail, pour ne citer que ceux-la, soient en-dessous des barèmes pré-établis. Une augmentation sensible de nos experts médicaux pourrait très rapidement avoir un effet positif sur l'indice de comparaison du pays vis à vis des autres. Il s'avère nécessaire de construire un programme autour de la diaspora afin de rendre plus alléchante l'idée d'un retour définitif sur sa terre natale. Parmi ces candidats, se retrouvent un grand nombre de retraités qui reçoivent mensuellement leur pension de retraite, source de revenu stable qui pourrait contribuer au relancement de notre économie.

Pour assurer la réalisation d'un tel programme, le gouvernement aurait à engager des penseurs, des hommes et femmes d'affaires expérimentés dans les différents ministères, spécialement au Ministère des Affaires Etrangères, et le Ministère des Haïtiens Vivants à L'étranger. Nous avons besoin davantage de médecins et d'infirmières, de techniciens en énergie renouvelable, d'ingénieurs et techniciens pour les travaux routiers, le curage des égouts, l'environnement, l'aménagement urbain et les technologies de l'information, les communications, les logiciels etc. Beaucoup de nos retraités haïtiens vivants à l'étranger ayant des expertises dans les domaines précitées, n'attendent qu'un léger changement pour rentrer chez eux et offrir à leur pays les ressources et expériences acquises à l'étranger à une fraction du coût qu'il coûterait au gouvernement s'il devait avoir recours à des experts étrangers.

Création d'emplois à long terme: L'accès au crédit et le retour des haïtiens vivants à l'étranger sont deux vecteurs incontournables pour le démarrage de l'économie haïtienne. Cela permettrait à Haïti de ne plus dépendre des bailleurs de fonds internationaux et ainsi ne plus avoir à se courber à des restrictions désavantageuses pour la santé économique du pays. En conséquence, le pays obtiendrait des prêts sur le marché international à des taux plus compétitifs.

Imaginons combien d'emplois seraient créés avec le retour au pays d'une force économique de plus de 100.000 haïtiens. Avec la création d'un simple programme d'accompagnement, nous arriverons facilement à doubler la main d'oeuvre et l'assiette fiscale d'Haïti. Cette force est capable de créer en un temps record, plus de 500 mille

emplois en essayant tout simplement de s'établir dans le pays. Sa dépense annuelle à elle seule dépasserait le montant du budget national.

Retournons maintenant au DSNCRP. Nous tenons à saluer les efforts de tous ceux et celles qui ont contribué à sa naissance et reconnaissons que dans son élaboration, un travail considérable a été fait spécialement dans les domaines de l'éducation et de la santé où les objectifs sont clairs et explicites. Les problèmes, les cibles et les solutions sont clairement identifiés. Il est nettement démontré où nous sommes aujourd'hui, les marches à suivre et les résultats escomptés pour les trois prochaines années.

Voilà exactement ce qu'il nous revient de faire pour rendre les autres aspects du plan tout aussi efficaces:

Électricité: Pour l'électrification du pays, il nous faut produire environ 1500 mégawatts d'électricité par jour. Pour en arriver là, il est indispensable de connaître le nombre de mégawatts produit actuellement par jour sur une base constante et de ce fait déterminer ce qui nous manque. Nous pouvons avec ces données, établir une directive claire pour l'année suivante et savoir de manière certaine ce qu'il nous faut pour améliorer la création et la distribution d'électricité à travers le pays. Nous ne pouvons pas parler de création d'emplois, du retour de la "diaspora", de l'implémentation de l'entrepreneuriat comme condition de développement et ne pas avoir une politique énergétique agressive pour l'électrification d'Haïti. Les objectifs dans ce domaine ne sont pas clairs. Le DSNCRP pour 2008-2011 ne stipule pas le nombre de mégawatts d'électricité présentement en production ni le surplus de mégawatts qu'ils ont l'intention de créer avec l'argent alloué durant les trois prochaines années. Des données simples mais pourtant essentielles à la mise en place d'un paquet attrayant capable d'attirer les haïtiens vivants à l'étranger et les encourager à rentrer chez eux.

De plus, certains des objectifs de croissance annuelle de la DSNCRP où le niveau est fixé à seulement 2.5%, nous semblent insuffisants. Nous estimons que ce rythme de croissance est bien trop lent et qu'il prendrait de ce fait à Haïti au moins 40 ans pour arriver à un niveau de développement raisonnable comme c'est le cas pour certains pays comme le Nicaragua. Ces projections ne sont pas selon nous acceptables, dû au fait que le pays se trouve actuellement au bord de la catastrophe avec une population vivant dans des conditions lamentables et inhumaines. Il nous faut subséquemment, une équipe et un système beaucoup plus agressifs si nous voulons effectivement sprinter Haïti vers le 21ème siècle.

Réseaux Routiers: Haïti a un problème majeur en ce qui a trait à son système routier. Si les communautés à travers le pays étaient reliées entre elles, les activités économiques à ce niveau connaîtraient une nette augmentation du point de vue de production, et auraient de ce fait un effet positif sur l'inflation. L'accès à un système routier praticable étant un élément essentiel dans le développement économique d'un pays, et pouvant contribuer considérablement à l'augmentation de son assiette fiscale.

Il nous faut aborder ce problème avec des directives apparentes. Par exemple, avant même de commencer avec la création des routes de relais et des ponts pour relier les communautés, il nous faudra penser à la construction d'égouts.

Nous avons aussi l'armée des Nations Unies en Haïti que nous pouvons utiliser à bon escient. Ne serait-il pas mieux de recourir à cette couteuse main-d'oeuvre tant qu'elle se trouve en Haïti en l'impliquant dans la construction de nos routes par exemple? Si les communautés ne sont pas connectées, l'amélioration ne sera pas de longue durée et l'effet positif de ces dépenses énormes dans le financement et la main-d'oeuvre sera de ce fait minimisé. Nous avons besoin d'analyser le nombre de kilomètres de routes dont nous avons maintenant, combien il nous faut construire au cours des trois prochaines années pour un apport positif sur la vie de la population.

Des directives claires sont nécessaires sur la façon dont nous allons partir du point A pour aboutir au point B.

Communications: Le DSNCRP devra faire des investissements massifs en Haïti durant les trois prochaines années pour arriver à mettre à la disposition de la population au moins un million de lignes de téléphones fixes, si nous envisageons vraiment la création d'emplois viables, permanents, et une amélioration durable de la vie du peuple haïtien. Les haïtiens vivants à l'étranger sont prêts à se sacrifier pour rentrer chez eux, mais pas pour perdre leur argent durement gagné dès le départ. Nulle entreprise est opérationnelle avec un système de téléphone cellulaire. Il nous faudra les services de télécopie et d'internet. La Téléco devra rapidement multiplier ses capacités pour développer son système de production afin de faciliter la croissance économique que nous envisageons.

Sécurité: Nous ne pouvons pas parler de sécurité sans mettre sur place un plan sérieux avec des directives claires sur la façon qui nous permettrait d'atteindre une sûreté totale dans le pays en protégeant principalement nos frontières: terriennes, maritimes et aériennes. Nous avons déjà proposé un plan de sécurité à la commission de sécurité créée par Président Préval, où le gouvernement devra créer quatre universités supplémentaires dans le pays. Avant tout, devra être promulguée, une loi selon laquelle tout haïtien âgé de 18 à 30 ans ayant terminée ses études secondaires est passible ou qualifié pour être admis à l'école militaire.

L'armée devra recruter 25,000.00 hommes et femmes chaque année, attribuant la priorité aux meilleurs diplômés. Durant les quatre premières années dans l'armée, le gouvernement n'aura pas à leur payer un salaire puisqu'ils recevront déjà une éducation universitaire sans coût, l'alimentation et le logement gratuits pendant quatre ans. Passés ces quatre années, ils auront le choix entre devenir un salarié de l'armée, ou passer au secteur privé, ou bien choisir l'entrepreneuriat avec l'appui du gouvernement. Pour démarrer le programme, nous aurons besoin d'environ 70 millions de dollars pour construire les quatre universités, acheter des armes, des engins lourds etc, et payer les enseignants pour les quatre premières années du programme. Cette technique nous permettra de renforcer le dispositif de sécurité d'Haïti, et améliorer du même coup la vie de nos citoyens. Nous pensons que le Vénézuéla serait ouvert au financement d'un tel programme.

Handicapé: 10% de notre population selon les derniers chiffres publiés souffre d'un certain type d'infirmité. On ne retrouve dans la version actuelle du DSNCRP aucune

stratégie pour combattre cette évolution, ni de mesures prises pour apporter un support quelconque à ce groupe d'individus.

Nous pensons qu'il serait important que les nouveaux bâtiments administratifs du pays aient des voies d'accès pour les fauteuils roulants. Il faudra également créer un programme d'appui substantiel dédié à ce groupe qui a été marginalisé pendant trop longtemps.

Environnement: Afin de gérer plus sérieusement notre environnement, en plus de ces cours d'eau mentionnés dans le DSNCRP, nous avons besoin d'une caisse spéciale, destinée à financer la démolition des maisons construites dans les zones à risques et qui favorisent la probabilité d'une catastrophe environnementale. Nous avons besoin de construire des jardins botaniques afin de sensibiliser la population aux besoins de notre environnement. Entreprendre un effort national pour replanter un grand nombre d'arbres fruitiers, adopter un moratoire sur la coupe d'arbres etc, et créer au moins une usine de recyclage dans chaque grand secteur du pays.

Agriculture: L'un des aspects qui représente le plus grand défi pour la sécurité, la stabilité et la souveraineté d'Haïti, n'est malheureusement pas traité de manière adéquate dans le DSNCRP. Dans le domaine agricole, HPP ne voit pas de projection capable d'apaiser ses soupçons sur une éventuelle explosion de la société haïtienne. Nous estimons vital, qu'un projet agricole soit mis en œuvre au niveau local et ce dans tous les départements du pays. Il est primordial, que le gouvernement mette sur pied des fermes opérationnels, sous l'égide du département de l'agriculture. Il devra trouver des partenaires capables de produire sur des fermes allant de 500 à 1000 carreaux, et mettre ces terres à leur disposition à des conditions strictes de productions et de résultats.

L'intégration de la jeunesse dans le circuit des affaires: Le nouveau programme de sécurité que nous essayons d'inclure dans le DSNCRP, nous permettra de faciliter l'intégration de la jeunesse haïtienne dans le processus de développement du pays. Haïti a besoin de sa jeunesse, cette force incontournable est un atout majeur dans le renforcement, l'équité et la relève du pays.

Croissance Économique: Pour 2008, le DSNCRP envisage la croissance économique de 2,4%, 2009 1,9% 2010 2,8% et 2011 3,8%. PPH pense que, compte tenu de la situation dans laquelle se trouve notre pays, il est inconcevable d'envisager une projection de croissance économique aussi basse pour un pays en détresse comme le nôtre. Ce qui nous porte à croire que malgré ce "blue print" de développement Haïti restera en désarroi tant que les administrateurs ne se montrent plus agressifs dans leurs projections.

Avec les données que nous de la PPH avons suggérées, si les ajustements nécessaires sont faits à temps, une croissance économique annuelle de 10% au moins ne sera pas une utopie.

PPH croit le DSNCRP n'est pas un mauvais projet pour Haïti, il a tout simplement besoin d'un peu d'innovation.

Jacob François, MBA

Projet Prioritaire Haïtien July 2008

www.hpp4haiti.com